



## L'économie de Mayotte en 2011 Nouvelle détérioration de l'activité économique

L'année 2011 est marquée par l'ancrage de Mayotte dans la départementalisation, puisque Mayotte est devenue le 101<sup>e</sup> département français le 31 mars. Elle a également été marquée par de multiples conflits sociaux dont le plus important a été le mouvement contre la cherté de la vie, initié le 27 septembre. Pendant 44 jours, l'activité économique mahoraise a été paralysée par des manifestations, des barrages routiers dans tous les points névralgiques de l'île, la fermeture forcée des écoles, des commerces, des banques, des entreprises et de certaines administrations. Le mouvement social s'est traduit par des centaines de milliers d'heures de travail perdues, des fermetures d'entreprises, du chômage partiel et des licenciements massifs. L'année a aussi été marquée par l'aggravation des difficultés financières des collectivités locales, contribuant à la dégradation générale du climat général des affaires et de la situation financière des entreprises.

Dans ce contexte, l'activité économique, déjà atone en 2010, se dégrade en 2011. Si, globalement, la hausse des prix est contenue et la consommation des ménages se maintient, la situation de l'emploi se détériore, les échanges extérieurs sont en repli et les perspectives sont pessimistes pour les entreprises.

Au niveau sectoriel, la situation est, dans l'ensemble, difficile. Seule l'activité touristique progresse. Le secteur agricole demeure peu compétitif, la situation du secteur industriel est mitigée, celle du BTP préoccupante et celle du commerce et des services marchands dégradée.

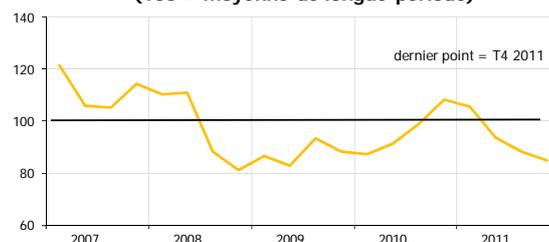
Néanmoins, au plan financier, les dernières données disponibles ne révèlent pour l'instant aucun signe de recul : les actifs détenus par la clientèle poursuivent leur progression et la croissance des encours de crédit se renforce, signe que le système bancaire local maintient son soutien à l'activité économique du département.

### UNE ANNÉE DIFFICILE

#### Une activité défavorable

Alors que l'activité avait enregistré une amélioration au début de 2011, l'indicateur du climat des affaires (ICA) commence à se détériorer au deuxième trimestre ; il se dégrade sensiblement au quatrième trimestre en lien avec la crise sociale. Il retrouve presque son point de 2008 et se situe désormais très en deçà de sa moyenne de longue période, témoignant d'une économie en difficultés.

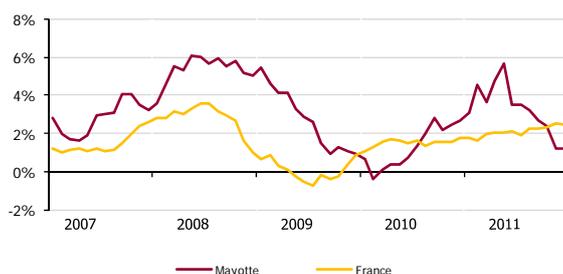
Indicateur du climat des affaires  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

#### Net ralentissement de la hausse des prix

Indice des prix à la consommation  
(glissement annuel)



Source : INSEE  
Base 100 : année 2006

La hausse des prix, initiée début 2010, s'est prolongée jusqu'au troisième trimestre 2011, avant un retournement de tendance au quatrième trimestre. Les prix progressent de 1,2 % en glissement annuel au 31 décembre 2011, en inflexion sensible par rapport à 2010 (+2,6 %).

Les prix des produits alimentaires reculent de 0,6 %, suite à l'accord de sortie de crise (baisse des prix de onze produits) signé entre les grands distributeurs et l'intersyndicale sous l'égide des pouvoirs publics. En revanche, les prix de l'énergie et du tabac se renchérissent respectivement de 6 % et de 11 %, en lien avec la hausse des cours

mondiaux des matières premières et du pétrole et des taxes frappant ces produits. Les prix des services aux ménages enregistrent une croissance (+3,8 %) supérieure à celle de 2010.

## Dégradation de la situation de l'emploi

Dans un contexte économique dégradé, le marché de l'emploi n'a pas été favorable. Entre février et novembre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) affiche une hausse de 35 % à 11 923 personnes, soit 3 100 chômeurs supplémentaires. Les offres d'emploi enregistrées auprès de Pôle emploi reculent de 36 % entre novembre 2010 et novembre 2011.

## Progression de la consommation des ménages

En dépit de la crise sociale, la consommation des ménages progresse globalement en 2011.

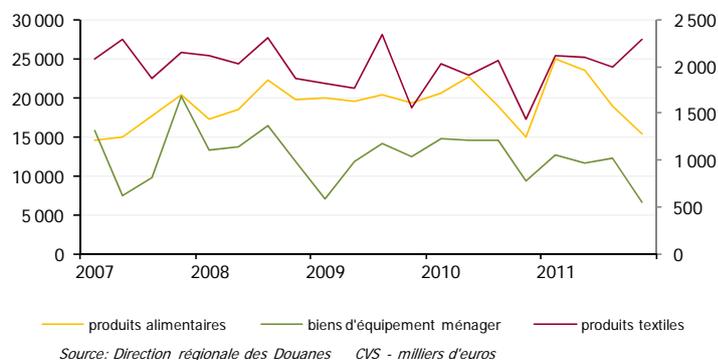
Elle a été particulièrement porteuse au premier trimestre : les importations de produits alimentaires, de biens d'équipement ménager et de produits textiles ont progressé respectivement de 55 %, 34 % et 42 %. Toutefois, le repli des importations de produits alimentaires, initié au deuxième trimestre (-5,5 %), se confirme aux troisième et quatrième trimestres (-20 % et -19 %).

Sur l'année 2011, les importations de produits alimentaires et de produits textiles progressent respectivement de 8 % et de 15 %, alors que les importations de biens d'équipement ménager reculent de 19 %.

Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs progressent de 22 % par rapport à 2010.

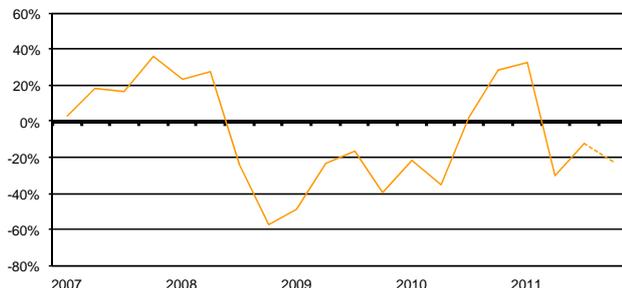
Les encours bancaires de crédits à la consommation restent stables (+0,4 % au 31 décembre 2011).

Importations de biens de consommation des ménages



## Perspectives pessimistes pour les entreprises

Prévisions d'investissement



L'investissement des entreprises est mal orienté. Les importations de biens d'équipement professionnel sont en repli de 6 %, après une baisse de 15,3 % en 2010.

Déjà fragilisée par des délais de paiement de plus en plus longs et des difficultés de trésorerie, la situation des entreprises s'est sensiblement dégradée sous les effets de la crise sociale. Ainsi, nombre d'entre elles ont été amenées à demander des licenciements économiques, voire à fermer.

Les indicateurs de vulnérabilité sont passés au rouge : +8,6 % du nombre d'incidents de paiement sur effets, +20,6 % du nombre d'interdictions bancaires.

L'encours des crédits à l'équipement est en recul de 5 % alors qu'il avait progressé de 4,6 % en 2010. En l'absence de visibilité tant sur la commande publique que sur le climat social, l'investissement a, dans l'ensemble, été gelé.

## Repli des échanges extérieurs

La dégradation de la conjoncture économique se traduit, en partie, par un recul de la demande globale de produits importés. Après une baisse de 1 % en 2010, les importations sont en repli de 4,5 % en 2011, rompant ainsi avec l'évolution positive enregistrée depuis 2005.

Les exportations baissent de 32 % : elles sont toutefois marginales et concernent principalement des réexportations de marchandises (essentiellement des biens personnels de personnes quittant le territoire).

Importations (CVS, hors hydrocarbures et monnaie)



# UNE MAJORITÉ DES SECTEURS EN DIFFICULTÉ

## Un secteur agricole toujours peu compétitif

Le secteur agricole peine encore à se développer, même si des efforts ont été constatés dans la production et la vente de produits maraîchers et de fruits : la pépinière d'entreprises horticoles de Coconi se renforce ; une coopérative de producteurs agricoles a ouvert un point de vente de fruits et légumes à Mamoudzou.

L'exportation d'essence d'ylang est en recul de 72 % en volume (passant de 4,1 tonnes à 1,1 tonne entre janvier et décembre 2011), mais progresse en valeur. L'aquaculture, qui disposait d'un bon potentiel de croissance, est en déclin : en progression au cours des deux premiers trimestres, l'exportation de poissons baisse sensiblement au troisième trimestre, avant de s'interrompre au dernier trimestre. Les produits avicoles sont, en presque totalité, importés. Les importations d'espèces avicoles sont en retrait de 10 %, avec une baisse significative de 77 % au cours du quatrième trimestre, en lien avec les perturbations enregistrées au port de Longoni pendant la crise sociale.

## Situation mitigée pour le secteur industriel

Le courant d'affaires de l'industrie agro-alimentaire se dégrade. Pour autant, les importations et exportations de produits agro-alimentaires progressent respectivement de 4,6 % et de 29,1 % (en CVS). S'agissant de l'activité industrielle proprement dite, après une détérioration sensible au premier semestre, le second semestre est nettement plus favorable.

## Situation toujours préoccupante pour le BTP

La situation se dégrade encore après une année 2010 atone. Le faible nombre de projets publics ou privés, des carnets de commande qui peinent à se garnir, des délais de paiement très longs en lien avec la situation financière des collectivités locales et la crise sociale du quatrième trimestre sont autant de facteurs qui ont impacté négativement la trésorerie des entreprises. Certaines ont ainsi été amenées à licencier, voire à fermer. Au-delà des contrats de chantiers ou des contrats à durée déterminée, les emplois permanents interrompus pour motif économique sont en nette progression : plusieurs centaines de suppressions d'emploi ont été déclarées auprès de la Caisse d'assurance chômage de Mayotte (CACM), contre moins de cent en 2010.

Les projets d'envergure actés pour 2011 (dont la nouvelle aérogare) n'ont toujours pas démarré. Les importations de ciment sont en recul de 14,5 % sur l'année.

## Dégradation du commerce et des services

L'activité commerciale se dégrade sensiblement en 2011. Elle a été particulièrement impactée par la crise sociale (fermetures forcées des magasins). Aussi, les professionnels n'envisagent-ils pas d'investissement pour les mois à venir. Par ailleurs, après les licenciements déjà opérés, et sous l'effet de l'augmentation du SMIG de 4,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2012, aucun recrutement n'est envisagé.

Les chefs d'entreprises du secteur des services marchands font état d'une activité en baisse tout au long de l'année. Les tensions sur la trésorerie s'aggravent au dernier trimestre, entraînant une baisse des effectifs.

## Progression de l'activité touristique

Les efforts consentis par les partenaires du secteur pour valoriser la destination de Mayotte portent quelques fruits. Le nombre de passagers (hors transit) enregistrés à Dzaoudzi progresse de 3,4 % en 2011 pour atteindre 289 653. La destination Mayotte ayant été fortement décriée à la suite de la crise sociale, le taux de croissance est toutefois plus faible qu'en 2010 (9,2 %).

En 2011, les appels à projets ont été lancés pour l'aménagement de quatre des neuf sites PADD (Plan d'aménagement et de développement durable) présentant le plus grand potentiel de développement touristique pour Mayotte.

Par ailleurs, une aide à la rénovation des hôtels de tourisme situés dans les départements d'outre-mer a été adoptée et devrait permettre de rafraîchir le parc hôtelier de l'île et encourager le tourisme local. Une vingtaine de gîtes ruraux, sur un total de 52, a reçu la distinction du label Ylang. Ce label, propre à Mayotte, vise à promouvoir la qualité des petites structures hôtelières adhérentes au Comité du tourisme de Mayotte.

Enfin, dans la lignée du concept « Iles Vanilles », l'association des îles concernées a annoncé la création d'un carnaval annuel dont la première édition est prévue aux Seychelles en mars 2012.



Source : Direction de l'Aviation Civile de Mayotte Données CVS

# UNE ACTIVITÉ BANCAIRE QUI SE MAINTIENT

## Maintien de la progression des actifs de la clientèle

Au 31 décembre 2011, l'encours global des actifs financiers détenus à Mayotte atteint 392,4 millions d'euros, en hausse de 6,3 % sur un an (après +7 % en 2010 et +5 % en 2009). Cette tendance est particulièrement marquée pour les ménages (+6,8 % sur l'année, soit +12,9 millions d'euros), ainsi que pour les autres agents (essentiellement les collectivités locales), dont le montant des actifs croît de 10,8 % (soit +6,2 millions d'euros), après toutefois une contraction de 24 % en 2010.

## Progression des encours de crédits mais dégradation des risques

L'encours brut global de crédits consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 593,7 millions d'euros au 31 décembre 2011 (+6,1 % en glissement annuel, après +4,4 % en 2010 et +4 % en 2009). Le taux de progression moindre de l'encours de crédits sains (+4,8 %, à 557,1 millions d'euros) traduit une dégradation de la qualité du portefeuille. Avec une croissance de 1,2 point (+0,5 point en 2010), le taux de créances douteuses (6,2 %) se dégrade. L'encours de crédits sains des entreprises est en repli de 1 %, sous l'effet de la contraction des crédits d'investissement (-5,9 %, soit -10 millions d'euros). Dans le contexte d'atonie de l'économie mahoraise, les établissements de crédit ont maintenu leur soutien à l'activité économique : les crédits d'exploitation progressent de 35 % en 2011 (après toutefois une baisse de 38 % en 2010). L'encours de crédit sain aux ménages semble marquer le pas : +2,8 % en 2011 (+7,2 % en 2010). Représentant plus de la moitié des concours aux ménages, les crédits à l'habitat - marché traditionnellement dynamique - n'enregistrent qu'un taux de croissance de 5 % (+16,6 % en 2010).

Montants, en millions d'euros	déc. 2007	déc. 2008	déc. 2009	déc. 2010	déc. 2011**	2011/2010
<b>Actifs financiers de la clientèle non financière</b>						
Actifs financiers détenus par les sociétés	84,8	87,1	89,0	122,2	126,5	3,5%
Actifs financiers détenus par les ménages	140,0	166,1	180,2	189,2	202,1	6,8%
Actifs financiers détenus par les autres agents	82,7	75,2	75,8	57,6	63,8	10,8%
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>307,4</b>	<b>328,4</b>	<b>345,0</b>	<b>369,0</b>	<b>392,4</b>	<b>6,3%</b>
Dépôts à vue	159,0	157,8	172,0	166,3	174,8	5,1%
Placements liquides ou à court terme	109,0	114,3	104,3	144,3	153,9	6,6%
Épargne à long terme	39,3	56,4	68,7	58,5	63,7	8,9%
<b>Concours consentis par les établissements de crédit installés localement (ECIL)*</b>						
Entreprises	195,5	247,3	237,5	237,1	234,7	-1,0%
Ménages	165,9	202,5	209,4	224,4	230,6	2,8%
Collectivités locales	63,9	41,8	58,6	64,4	84,7	31,7%
Autres agents et CCB non ventilés	4,9	5,9	6,2	5,8	7,1	21,8%
<b>Total encours sains</b>	<b>430,1</b>	<b>497,6</b>	<b>511,7</b>	<b>531,8</b>	<b>557,1</b>	<b>4,8%</b>
Créances douteuses brutes	15,6	17,9	24,3	27,9	36,5	31,0%
Créances douteuses nettes	9,1	10,5	13,3	15,8	21,0	32,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>445,7</b>	<b>515,5</b>	<b>535,9</b>	<b>559,6</b>	<b>593,7</b>	<b>6,1%</b>
<b>Taux de créances douteuses brutes</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,5%</b>	<b>4,5%</b>	<b>5,0%</b>	<b>6,2%</b>	<b>+1,2 point</b>

Source : IEDOM

\* En 2010, une évolution méthodologique a conduit à modifier le périmètre des ECIL et les encours présentés ont été corrigés en conséquence.

\*\* Données provisoires: collecte des informations financières en cours d'achèvement à la date de rédaction de cette note.

## PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2012

Les perspectives d'une véritable reprise à court terme paraissent peu probables. Dans l'ensemble, l'activité devrait rester défavorable au premier semestre. La majorité des secteurs prévoit une dégradation de leur trésorerie, alors que l'investissement, lorsqu'il est envisagé, concerne essentiellement le renouvellement de matériels et la mise aux normes imposées par la départementalisation. Dans ces conditions, seule une relance de la commande publique, moteur déterminant de la croissance mahoraise, pourrait donner un peu de visibilité aux entreprises et leur permettre d'envisager une expansion de leur activité.

Dans ce contexte de tensions sociales et de difficultés financières des collectivités locales, le gouvernement a mis en œuvre un plan de relance de l'économie et de sauvegarde de l'emploi d'un montant total de 53,4 millions, destiné à financer des opérations inscrites au contrat de projet 2008-2013. Dans ce cadre, l'Etat prendra en charge la totalité du financement de certains projets qui devaient initialement être cofinancés avec le Département, ce qui pourrait rassurer les professionnels sur le respect des délais de paiement. La mise en œuvre rapide du plan de relance (premier trimestre 2012) et le lancement des projets déjà actés (nouvelle aérogare, construction de logements sociaux, construction du nouveau centre de rétention, création d'une antenne universitaire de niveau bac+2, etc.) favoriseraient le secteur du BTP. Par ailleurs la baisse du prix de la tonne de sable, dans le cadre de l'accord signé le mardi 20 décembre 2011 entre le préfet, l'intersyndicale et les entreprises de la grande distribution, pourrait également favoriser une reprise des constructions individuelles.

La consommation devrait se maintenir grâce notamment à l'augmentation du SMIC au 1<sup>er</sup> janvier 2012 et au versement du RSA à compter du mois de mars.

A l'instar des solutions envisagées à la suite de la crise antillaise de 2009, un plan Co.RAIL (Contrat de Reprise de l'Activité à l'Initiative Locale) a également été activé pour un montant total de 1,2 M€. Ce dispositif permet à l'Etat de prendre des mesures exceptionnelles pour aider les entreprises à faire face à leurs difficultés de trésorerie via des mesures visant à faciliter l'accès au crédit bancaire à court terme ou à faciliter la reprise de l'investissement à moyen terme. Enfin, au-delà du plan de relance, un panel de mesures d'urgence a été communiqué par le préfet : étalement des charges sociales et des dettes fiscales (CSSM, CACM, DSF, TG, etc.) dans le cadre du CODEFI, possibilité de recourir au chômage partiel, etc.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : 12 mars 2012 - Dépôt légal : mars 2012 - ISSN 1952-9619